



KPMG AUDITEURS ASSOCIES RECRUTE POUR LE PROJET PIF 2

06 AGENTS EN DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches des agents en développement communautaire

Placés sous l'autorité du Directeur Général de la SODEFOR et sous la supervision du Spécialiste en développement communautaire, L'agent de développement communautaire est chargé de :

- Sensibiliser les populations sur les avantages de l'agroforesterie, le contenu du contrat agroforestier et les enjeux de la restauration des FC C3 ;
- Assurer l'animation communautaire et la coordination à l'échelle locale et communautaire de l'ensemble des activités du projet ;
- Accompagner les communautés dans la mise en œuvre des plans opérationnels de sensibilisation, d'éducation et d'appui à la restauration des moyens de subsistance des Personnes Affectées par le Projet (PAP) ;
- Etablir régulièrement un rapport des activités menées sur le terrain pour que les dispositions soient prises à temps ;
- Assurer le suivi de l'application des différentes formations en faveur des communautés concernant l'agroforesterie ;
- Apporter l'appui/conseil nécessaire aux associations locales ;
- Faciliter les liaisons avec les communautés et la chefferie traditionnelle ;
- Collecter les données à travers les questionnaires de début et de fin d'année permettant de renseigner les progrès sur les indicateurs à suivre ;

3. Qualification et expérience requise

- Etre titulaire du Bac au minimum avec une expérience de 3 ans dans le domaine du développement communautaire ;

- Maîtriser au moins une langue locale de la zone concernée ;
- Maîtriser la conduite de la moto ;
- Etre proactif et avoir les capacités de travailler sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique : Word, Excel, Power Point ;
- Avoir une bonne capacité d'adaptation en milieu communautaire ;
- Avoir une bonne capacité de rédaction et d'expression en français ;
- Etre titulaire d'un permis de catégorie A.

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Zones d'intervention

Placés sous la responsabilité du Spécialiste en développement communautaire, les six agents en développement Communautaire seront basés dans l'un des Chefs-lieux ci-dessous :

- Dogbo (1 agent) pour la FC de Haute Dodo Sud et Mahinou (1 agent) pour Haute Dodo Nord ;
- Dogbo (1 agent) pour la FC de Rapides Grah Sud et Doba (1 agent) pour Rapides Grah Centre-nord ;
- Kahin pour la FC de Scio Est et Guiglo pour Scio Sud-ouest.

6. Conditions d'emploi

- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

7. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

8. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 ASSISTANT COMPTABLE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au

Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et

d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches de l'Assistant Comptable

L'Assistant(e) Comptable du PIF 2 est chargé des tâches suivantes :

- collecter et vérifier les pièces comptables et autres factures ;
- engager les dépenses ;
- suivre les paiements ;
- archiver et classer les états comptables ;
- participer à l'élaboration des Demandes de Retrait de Fonds (DRF) ;
- participer à l'élaboration du RFI ;
- participer à la préparation des états comptables périodiques ;
- participer à l'exécution financière des PTBA (Plan de travail annuel budgétisé) ;
- participer à la tenue de la comptabilité ;
- participer aux saisies informatiques des pièces comptables du projet ;
- participer à la mise à jour de registres comptables ;
- participer à la gestion des stocks et aux inventaires physiques des immobilisations ;

3. Qualification et expériences requises

L'Assistant(e) Comptable devra avoir :

- un diplôme de niveau BAC + 2 minimum (DUT ou BTS) en comptabilité et finances ;
- une expérience professionnelle cumulée d'au moins quatre (04) années en matière de comptabilité ou finance et gestion dont au moins 2 ans en qualité d'Assistant(e) Comptable (expériences acquises en cabinet d'expertise comptable, en entreprise ou dans les projets de développement ou auprès d'un Agent comptable de projet) ;
- une bonne connaissance informatique des logiciels courants et de gestion comptable standards (Pack office, TOM2PRO et tous autres outils pertinent) utilisé dans les projets de développement serait un atout ;
- une connaissance des procédures de mise en œuvre du financement de la Banque mondiale ou des expériences en finances publiques appliquées aux projets de développement serait un atout ;

- une bonne connaissance de la langue française de même qu'une aptitude à communiquer oralement et par écrit ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Conditions d'emploi

- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

8. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 ASSISTANT EN SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la

restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches de l'Assistant en Sauvegarde Environnementale

L'Assistant(e) en Sauvegarde Environnementale aura pour tâches de :

- contribuer au respect du cadre environnemental et de ses normes en matière de protection et de gestion de l'environnement ;
- assister le Spécialiste dans la planification, la coordination, l'analyse et la validation des études et des documents en matière de sauvegarde environnementale dans le cadre du projet ;
- participer aux activités d'évaluation environnementale et sociale préliminaire (screening) du projet - apporter un appui à l'intégration des mesures environnementales dans l'implémentation des sous-projets ;
- aider les promoteurs, les structures

d'exécution ou les bénéficiaires du projet et sous-projets dans la prise en compte des mesures environnementales ;

- participer à l'alimentation en données de la plateforme digitale de gestion environnementale et sociale et MGP du projet ;
- participer à l'élaboration des plans de travail et de budget annuels en définissant les besoins en études, formations et tout autre activité en matière de sauvegarde environnementale et veiller à leur réalisation ;
- apporter un appui au Spécialiste dans l'analyse des données relatives à la surveillance et au suivi environnemental et proposer des mesures d'amélioration de la gestion environnementale du projet

3. Qualification et expérience requises

L'Assistant à recruter doit :

- avoir un diplôme de niveau minimum (Bac+4 ou plus) dans le domaine des sciences environnementales ou équivalent ;
- justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite de projets ou d'études d'évaluation environnementale et sociale ;
- avoir participé ou occupé un poste clé dans la réalisation d'au moins trois (03) études d'évaluation et/ou de gestion environnementale (Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) ; Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) ; Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), Constat d'Impact Environnemental et Social (CIES) ; Audits Environnementaux (AE) ; analyse de risques ; etc.) de projets de développement cofinancés par les partenaires techniques et financiers de la Côte d'Ivoire ;
- être familiarisé(e) avec les Politiques Opérationnelles de la Banque mondiale en matière de sauvegarde environnementale et sociale, les Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale et/ou les politiques en matière de sauvegardes environnementale et sociale des autres partenaires techniques et financiers internationaux ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le **28 février 2023**

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

2 ASSISTANTS EN SAUVEGARDE SOCIALE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches du Spécialiste en Sauvegarde Sociale

L'Assistant en Sauvegarde Sociale aura la responsabilité d'assister le Spécialiste en sauvegardes sociales dans la gestion des aspects sociaux du PIF 2. Il aura pour tâches de :

- participer à la prise en compte des mesures sociales prévues dans les documents de sauvegardes sociales dans le cadre de la planification, la surveillance et le suivi social

du projet ;

- participer à l'élaboration des plans de travail et de budget annuels du projet en définissant les besoins en activités à réaliser, études, formations et tout autre activité en matière de sauvegardes sociales et veiller à leur réalisation ;
- participer à la collecte de données pour l'alimentation de la plateforme Web dédiée aux sauvegardes et à la gestion des plaintes ;
- contribuer à la prise en compte des aspects sociaux dans la conception et la mise en œuvre des sous-projets découlant du PIF 2 ;
- contribuer à l'intégration des clauses sociales dans les dossiers d'appel à concurrence ;
- contribuer à la rédaction des rapports périodiques relatifs aux activités en matière de sauvegardes sociales ;
- participer à la réalisation et au suivi des évaluations environnementale et sociale préliminaires (screening) des sous-projets ;

3. Qualification et expériences requises

- L'Assistant à recruter doit :
- être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+4 ou plus dans le domaine des sciences sociales (développement social, sociologie, anthropologie sociale, ...) ou équivalent ;
- justifier d'une expérience générale d'au moins cinq (05) ans dans le domaine ;
- justifier d'une expérience d'au moins trois (03) ans dans la conduite de projets ou d'études d'évaluation sociale ou socio-économique ;
- avoir participé à la réalisation d'au moins trois (03) études d'évaluation environnementale et sociale (Evaluation Environnementale et Sociale (EESS) ; Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) ; Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), Cadre de Gestion du Patrimoine Culturelle (CGPC), Cadre Fonctionnel (CF), Constat d'Impact Environnemental et Social (CIES) ; Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), Audits Environnementaux (AE) ; etc.) de projets de développement cofinancés

par les partenaires techniques et financiers ;

- être familiarisé aux Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale et des autres partenaires techniques et financiers internationaux ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout

risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le **28 février 2023**.

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE)

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches de l'Assistant(e) Administratif(ve)

Il/elle devra apporter un appui au Coordonnateur et au Spécialiste en gestion financière dans la gestion des ressources humaines, du matériel et de la logistique, la préparation des missions, ateliers et réunion de l'Unité de Coordination par la réalisation des tâches ci-après présentées.

a. Gestion des ressources humaines

Il/elle apportera un appui par :

- La tenue et la mise à jour des dossiers du personnel, de l'assurance maladie du personnel, des obligations liées à la Caisse de Prévoyance Sociale ;
- La participation à l'évaluation de la performance du personnel de l'Unité de Coordination ;
- L'identification des besoins de renforcement de capacités du personnel de l'Unité de Coordination, ainsi que des structures d'exécution impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet et préparer un plan de formation annuel soumis au Coordonnateur, au Spécialiste en suivi-évaluation et au Spécialiste en gestion financière pour appréciation et finalisation ;

b. Gestion du matériel et de la logistique

Il/elle assure :

- La gestion du parc automobile ;
- L'établissement et le suivi du planning d'utilisation et de suivi des mouvements des véhicules de l'Unité de Coordination ;
- L'établissement du planning et de la rotation des chauffeurs ;

- L'entretien et la maintenance des équipements du matériel (véhicules et autres équipements) ;
- La gestion des stocks de fournitures, articles de bureau et consommables ;
- Le suivi de la gestion des immobilisations et des inventaires ;
- La gestion des services de sécurité (gardiennage) ;
- La gestion des services d'entretien des bureaux ;

c. Gestion du carburant

Il/elle assure la gestion du carburant par les cartes avec toute la sécurité requise et conformément aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables.

d. Préparation des missions, ateliers et autres rencontres

Il/elle assure la préparation des missions à l'intérieur et à l'extérieur du pays et l'organisation des séminaires et des réunions par :

- La coordination de la préparation et l'organisation des missions d'appui de la Banque mondiale au projet, des missions de terrain, séminaires et réunions internes et externes à travers la gestion des calendriers et le déploiement de la logistique nécessaire (lien de connexion, liste de présence, disponibilité du matériel y compris le matériel roulant) ;
- La gestion d'une base de données actualisée des partenaires sollicités dans l'exécution des activités du projet (parties prenantes, hôtels, agences de voyages, prestataires de services) ;

3. Qualification et expérience requises

- Être titulaire au moins d'un diplôme supérieur BAC+3 ans en administration, en gestion, en finances ou tout autre diplôme équivalent.
- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience dans un projet/programme de développement à financement extérieur et trois (3) années d'expérience spécifique à un poste similaire.
- Avoir une bonne connaissance des techniques de gestion administrative du personnel.
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique des logiciels standard MS office (Excel, Word et PowerPoint), de la messagerie électronique et des techniques de visioconférence ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

Confidentialité assurée.

2 ASSISTANTES DE DIRECTION

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches de l'Assistante de Direction

Sous l'autorité du Coordonnateur du PIF 2, l'Assistante de Direction est chargée d'assurer les tâches en matière de secrétariat, d'appui à la préparation des missions et d'organisation d'ateliers.

• En tant que Secrétaire de Direction :

- assurer le bon fonctionnement du secrétariat dont elle est chargée et en particulier :
 - o transmettre le courrier ouvert et numéroté au Coordonnateur pour "lecture" ;
 - o rédiger, saisir, mettre en forme et numéroté, selon un chrono tenu à jour, le courrier départ du Coordonnateur et veiller à son envoi dans les meilleurs délais et selon la méthode la plus appropriée ;
 - o répertorier et classer tous les documents et archives (PTBA, rapports d'activités, correspondances, etc.) ;
- assister le Coordonnateur ou le Coordonnateur Adjoint dans la gestion journalière des activités Administratives ;
- gérer les communications externes (téléphones, emails, courriers...) du projet avec les correspondants et/ou la transmission des messages à leurs destinataires respectifs.

• Appui à la préparation des missions

- coordonner la préparation et l'organisation des missions (missions d'appui, missions de terrain, séminaires et réunions internes et externes) et le déploiement de la logistique nécessaire (lien de connexion, liste de présence, disponibilité du matériel) ;
- gérer les agendas et informer les participants ciblés par les missions ;

1 ASSISTANT COMMUNICATION

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+. A cet effet, le Gouvernement a adopté la stratégie

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

- assurer la gestion d'une base de données des partenaires sollicités dans l'exécution des activités du projet (parties prenantes, hôtels, agences de voyages, prestataires de services).

• Appui à l'organisation des ateliers, séminaires et autres événements

- élaborer et diffuser les correspondances relatives aux ateliers, séminaires et autres événements

• Organisation des audiences et autres rendez-vous

- organiser ou planifier les audiences avec l'extérieur ;
- gérer les agendas des audiences et informer les participants.

3. Qualifications et expériences requises

L'Assistante de Direction à recruter doit :

- être titulaire d'un Diplôme de niveau Bac+2 au moins en Assistantat de direction, en Administration ou équivalent ;
- justifier d'une expérience générale d'au moins dix (10) ans dans le domaine ;
- avoir une expérience d'au moins cinq (5) ans dans un poste similaire au sein de projets de développement.

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

a démarré en 2018 suivie du financement (i) du mécanisme de don en faveur des communautés rurales (DGM) pour soutenir les actions d'agroforesterie, de reboisement et de conservation des aires protégées et des terres adjacentes au Sud-ouest et au Centre du pays ; et (ii) du Programme de Réduction des Émissions autour du Parc national de Taï (PRE), qui cible l'ensemble de la boucle du cacao dans la zone Sud-ouest et la zone couverte par la phase 1 du FIP et le DGM.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

Le projet prévoit le recrutement pour l'Unité de Coordination d'un(e) Assistant(e) Administratif(ve).

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur du PIF-2 et en lien fonctionnel avec le Spécialiste en gestion financière, l'Assistant(e) Administratif(ve) est chargé(e) de la gestion du personnel et du matériel du PIF-2.

Les présents termes de référence définissent la mission et les responsabilités de l'Assistant(e) en Communication.

2. Mission et tâches

Sous la responsabilité du Spécialiste en communication, l'Assistant en communication est chargé d'apporter un appui technique pour l'implémentation des plans d'actions annuelles de communication du projet et la bonne circulation de l'information entre tous les acteurs.

L'Assistant en communication aura pour tâches de :

- participer à l'élaboration de la stratégie de communication ;
- participer à l'élaboration, à l'exécution des plans d'actions annuels de communication ;
- contribuer à l'élaboration des messages adaptés aux différents canaux et cibles ;
- apporter un appui pour l'animation et la mise à jour du site web du projet ;
- participer à la préparation des événements du projet (signature de conventions, lancement d'activités, réception de travaux, etc.) ;
- apporter un appui pour la couverture médiatique des activités du projet ;
- contribuer au rapportage périodique des actions de communication ;
- assurer la présence et la visibilité du projet sur les réseaux sociaux ;
- participer à la production des contenus d'information à véhiculer à la presse.

3. Qualifications et expertise requises

L'Assistant en Communication à recruter doit :

- avoir un diplôme de niveau Bac+3 au moins en communication, journalisme ou marketing, ou équivalent ;
- avoir une expérience générale d'au moins cinq (05) ans dans le domaine ;
- avoir une expérience d'au moins trois (03) ans dans le domaine de la communication dans un projet de développement, un cabinet d'étude ou une administration publique/privée ;
- avoir participé à l'élaboration d'au moins une stratégie de communication pour le compte de projets de développement ;
- avoir une bonne connaissance des médias sociaux (Facebook, Twitter, YouTube, etc.) ;

1 ASSISTANT(E) EN SUIVI-EVALUATION

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

4. Durée du contrat

La durée du contrat est de un (1) an renouvelable sur la durée du projet suivant le contrat signé avec le Projet sur avis favorable la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020.

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

8. Procédures d'inscription et de candidature sur la plateforme web de KPMG Côte d'Ivoire

- 1) Accédez à l'adresse www.kpmgcirecrutement.ci puis Inscrivez-vous via le menu "Inscription" (Si vous avez déjà un compte sur le site, connectez-vous via le menu "Mon compte" et passez directement à l'étape N°2)
- 2) Cliquez sur le détails de l'offre à laquelle vous souhaitez postuler
- 3) Lisez attentivement le descriptif du poste puis Cliquez sur le bouton "Postuler à l'offre" situé au bas de la page de détail de la fiche descriptive du poste
- 4) Chargez vos documents (CV, Lettre de motivation, Diplômes) dans les zones correspondantes
- 5) Une fois les documents chargés, cliquez sur le bouton "UPLOAD" pour chaque zone de fichiers de sorte que les fichiers disparaissent de l'interface
- 6) Sélectionnez votre tranche d'expérience professionnelle dans la liste déroulante de droite Lisez et cochez la case à cocher des conditions d'utilisation de la plateforme Une fois la case cochée, le bouton de validation apparaît
- 7) Cliquez sur le bouton de validation de candidature
- 8) Vérifiez dans votre messagerie que vous avez reçu un email de confirmation de réception de votre candidature.

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches

Sous la responsabilité du SSE, l'Assistant en

suivi-évaluation est chargé d'apporter un appui technique à l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation du Projet

2.1. En matière de mise en œuvre du système S&E

- participer à la formation initiale et continue des acteurs du projet sur l'exploitation des outils de suivi-évaluation ;
- apporter un appui aux structures dans la collecte des données ;
- appuyer les acteurs du projet dans la préparation de leur Plan de travail ;
- participer aux études/enquêtes diligentées pour accroître l'efficacité et impact du projet ;
- contribuer à la préparation des sessions bilan et de planification du PTBA du projet avec toutes les parties prenantes ;

2.2. En matière d'exploitation des données du S&E

- participer à l'analyse des données collectées par les différents acteurs du Projet ;
- déterminer les écarts entre les réalisations et les prévisions du PTBA des acteurs du projet (UCP, Structures d'exécution) ;
- alerter le SSE de tout écart entre les performances effectives du Projet et les performances prévues figurant dans les indicateurs du Projet ;

2.3. En matière de production de rapports de S&E

- participer à la préparation et de la diffusion dans les délais requis des rapports périodiques sur l'avancement du Projet ;
- contribuer, sous l'autorité du SSE, à toute initiative en relation avec le suivi et l'évaluation, susceptible de promouvoir l'efficacité et la bonne exécution du Projet.

2.4. En matière d'évaluation, missions d'appui et sessions des organes statutaires

- contribuer au suivi de la mise en œuvre des diligences des missions d'appui et autres missions diligentées par le Bailleurs ou le Gouvernement ;
- assister le SSE dans le partage des résultats de recherche et des leçons apprises aux parties prenantes en vue de l'amélioration de la qualité des interventions ;
- participer à l'organisation des sessions des organes statutaires ;
- participer à l'élaboration des compte rendus des sessions des organes statutaires.

3. Qualifications

- Etre Titulaire d'un diplôme d'ingénieur

(BAC+4) dans les domaines de l'agronomie, en gestion des projets, statistiques, études du développement ou équivalent avec des connaissances pratiques en planification et suivi-évaluation ;

- Avoir une expérience pratique d'au moins 3 années dans le suivi-évaluation des programmes ou projets de développement ;
- Avoir l'esprit d'équipe et être apte à travailler de manière indépendante et sous pression.

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

solliciteraient sur les dossiers d'appels d'offres ;

- la rédaction des marchés ou tout autre document contractuel ;
- la négociation des contrats de consultants ;
- le processus d'acquisition des biens et services par la méthode de consultation de fournisseurs (dossiers de demande de cotations, élaboration de procès-verbaux d'ouverture, de jugement et rapport d'analyse des offres, lettres de notification et de marchés...);

3. Qualification, expériences requises

L'Assistant(e) en Passation des Marchés doit avoir :

- un diplôme de niveau Bac+4 minimum en Ingénierie, Administration publique, Management, Marketing, Economie, logistique, Droit, Gestion ou tout autre diplôme équivalent ;
- une expérience dans la gestion des projets de développement d'au moins trois (3) ans ;
- une connaissance du Code des Marchés Publics de la Côte d'Ivoire et une bonne connaissance des procédures de passation des marchés des partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale ;
- une connaissance des procédures de mise en œuvre du financement des partenaires techniques et financiers notamment la Banque mondiale. Des expériences en finances publiques appliquées aux projets de développement serait un atout ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut

intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

5 CONDUCTEURS DE VÉHICULE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches

Sous la responsabilité de Responsable Administratif et Financier et la supervision du Coordonnateur, le conducteur du projet est chargé de contribuer à la gestion efficace et efficiente du matériel roulant et du déplacement du personnel du projet sur le terrain. Il est le principal Responsable du véhicule et de la sécurité des personnes à bord.

Plus spécifiquement, il est chargé de :

- conduire le personnel du projet lors des missions à Abidjan et à l'Intérieur du pays, conformément à l'itinéraire défini et validé à l'avance notamment pour les déplacements hors Abidjan ;
- entretenir au quotidien le véhicule dont il a la charge, notamment sa propriété, contrôler

le niveau du carburant, des lubrifiants et de l'eau, la batterie, les freins, les pneus, etc. ;

- signaler tout dysfonctionnement perceptible ;
- veiller au suivi du bon fonctionnement des paramètres du véhicule ;
- tenir à jour la fiche technique du véhicule ;
- s'assurer du respect du manuel de procédures en cas d'accident ;
- s'assurer de la disponibilité et de la mise à jour de tous les documents et équipements requis pour le véhicule (extincteurs, triangle, cric) ;
- exécuter les tâches administratives à lui confier ;
- s'assurer du respect des procédures de sécurité lors de l'utilisation des véhicules du projet ;
- se conformer strictement aux indications du manuel de procédure de projet ;
- effectuer toutes autres tâches qui lui sont confiées dans le cadre de sa fonction.

3. Qualification et expériences requises

- avoir le niveau d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire ;
- être titulaire d'un permis de conduire B ou BCDE en cours de validité ;
- avoir au moins 5 ans d'expériences dans le domaine de la conduite dans un projet de développement ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque

1 ASSISTANT(E) EN PASSATION DE MARCHÉS

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches de l'Assistant(e) en

Passation de Marché

Sous la responsabilité du Spécialiste en Passation des marchés, l'Assistant en Passation des Marchés est chargé de contribuer à l'exécution, dans les délais fixés, des activités de la passation des marchés et de la gestion des contrats. Sur le plan général, il(elle) a pour tâche de contribuer à :

- au recueil des spécifications techniques afin de les mettre dans une forme adéquate pour les documents d'appels d'offres ;
- la mise en œuvre d'un plan de classement et d'archivage des dossiers de passation de marchés (dossiers d'appels d'offres et de sélections des consultants, les procès-verbaux d'ouverture des plis et de jugement, compte rendu de réception, bon de commande, marchés et contrats...);
- au suivi de l'exécution des marchés et contrats.
- En ce qui concerne la passation des marchés, il est chargé d'assister le Spécialiste en passation des marchés dans :
 - la rédaction des annonces pour la publication dans la presse locale et internationale et dans les publications des bailleurs de fonds selon le besoin ;
 - la rédaction des dossiers d'appels d'offres suivant les modèles de documents standards de l'IDA - la transmission aux soumissionnaires de toutes les informations adéquates, y compris les clarifications qu'ils

► de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention

Confidentialité assurée.

1 COORDONNATEUR ADJOINT CHARGÉ DES OPÉRATIONS

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches

Le Coordonnateur Adjoint chargé des opérations a pour mission de :

- superviser les activités des structures techniques d'exécution et des Cellules techniques du projet conformément aux orientations du document de projet (PAD);

2.1. Gestion technique

- Établir avec les cellules du projet, les différents consultants et les structures d'exécution du projet une planification et des modes d'exécution de travail cohérents de manière à atteindre les objectifs dans les délais définis au PTBA et de surcroît au PAD
- S'assurer de la pertinence, de la cohérence technique et financière des activités prévues dans les documents de planification, incluant le Planning des activités, le Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA), le Plan de Passation de Marchés (PPM), et le Plan de formation avant validation par le Comité de pilotage et soumission à la Banque et à l'administration de tutelle ;
- S'assurer de l'efficacité et rechercher l'efficience des prestations des acteurs opérationnels du projet notamment SODEFOR, OIPR, CARE, et de tous les consultants.
- S'assurer de la soumission des demandes d'Avis de Non-Objection dans les délais impartis et conformément au manuel d'exécution du projet.
- Il apportera à cet effet, une attention particulière à la qualité des Termes de référence des activités à exécuter par l'UCP, et à la pertinence des choix opérés ;

2.2. Gestion du personnel

Le Coordonnateur Adjoint chargé des opérations devra :

- S'assurer que les équipes de travail sous son contrôle ont reçu les formations opérationnelles nécessaires (SIGES,

- salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

Gestion de projet, Santé-sécurité, etc.) et les équipements de travail nécessaires dans l'exercice de leurs fonctions ;

- Veiller à l'évaluation annuelle du personnel du projet de manière à améliorer les performances de chaque employé et en cas de besoin effectuer les modifications de la fiche de description de poste ou le remplacement de personnel à l'issue d'une évaluation de performance insatisfaisante.

3. Qualifications & expériences exigées

Le candidat devra disposer des qualifications suivantes :

- Minimum de 10 années d'expérience au moins, en qualité de Responsable de la coordination au sein d'un ou plusieurs projets ou programmes financés par les PTF ;
- Une expérience avérée de plus de 5 ans dans la gestion durable (élaboration ou mise en œuvre de stratégie nationale) des ressources forestières ;
- Avoir une bonne connaissance de la politique forestière nationale et/ ou des dispositions nationales en lien avec les réductions d'émission dues à la déforestation et à la dégradation des forêts ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 SPÉCIALISTE EN DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches du Spécialiste en développement communautaire

Le Spécialiste en développement communautaire a la responsabilité de mettre en œuvre et d'animer la stratégie de développement du projet dans les zones riveraines et au sein des FC de Rapides Grah, Haute-Dodo et Scio à travers un accompagnement des acteurs locaux.

Il est chargé de :

- appliquer la stratégie de développement communautaire basée sur le document de Projet, avec la participation inclusive de toutes les parties prenantes en traduisant cette stratégie en plans d'actions annuelles ;
- développer un partenariat durable avec les communautés sur les objectifs du projet en tenant compte du savoir-faire local en lien avec les agences d'exécution ;
- développer des actions qui visent l'autonomisation des groupes et des communautés riveraines par des activités qui protègent et réhabilitent les forêts et aires protégées dans la perspective d'un développement durable ;
- accompagner et orienter les activités des agents de développement communautaire basés sur le terrain ;
- mettre en place une stratégie d'intervention sur le terrain tenant compte des problèmes et des perceptions des communautés riveraines et des objectifs du projet ;
- suivre la mise en œuvre des conventions relatives aux activités alternatives génératrices de revenus en lien avec CARE ;
- veiller à l'implication des communautés dans l'atteinte des objectifs du projet par la sensibilisation sur l'importance de l'agroforesterie et de la protection des forêts ;
- développer une bonne communication locale auprès des communautés en liaison avec le Responsable de la Communication et de la Mobilisation des Parties Prenantes ;
- identifier tout changement susceptible d'être bénéfique aux communautés et en faire la promotion

- anticiper les problèmes rencontrés par les communautés riveraines dans la gestion des activités alternatives à la pression sur les forêts et aider à leur résolution ;
- veiller au respect des mesures de sauvegardes environnementale et sociale dans le cadre de la mise en œuvre des activités génératrices de revenus conformément aux normes de la Banque mondiale ;

3. Qualification et expérience requises

- Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 au moins en Sciences agronomiques, Gestion de projet, Sociologie ou autres sciences sociales et environnementales ;
- Expérience préalable (au moins 10 années) dans le développement communautaire, la participation à la mise en œuvre de projets de développement ;
- Expériences dans les techniques de Diagnostic Communautaire Participatifs (DGP, MARP, Transect, Social Action Analysis, Community Score Card, etc.) ;
- Bonne connaissance des questions de gestion des ressources naturelles, de protection de l'environnement et de développement durable ;
- Maîtrise des outils de suivi et d'évaluation ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une unité de gestion du projet financés ou co-financés par les PTF ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 SPÉCIALISTE EN GESTION FINANCIÈRE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au

Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et

► d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches du Spécialiste en gestion financière

Sous la supervision du Coordonnateur et en relation avec le Coordonnateur Adjoint Chargé des opérations, le Spécialiste en Gestion Financière est chargé de la gestion des aspects comptables et financiers du projet. Il a pour missions principales de :

- organiser la gestion comptable et financière du projet ;
- préparer et coordonner le processus d'élaboration budgétaire en lien avec les autres Spécialistes du Projet (notamment le Spécialiste en Passation des Marchés, le Suivi-Evaluation), les agences d'exécution (CARE, OIPR et SODEFOR,) et Consultants (Bureau de Supervision, Cabinet de vérification) ;

A cette fin, il sera chargé notamment des activités et tâches suivantes :

a) Assurer un bon fonctionnement du système informatique de gestion financière

- Organiser la gestion comptable et financière du projet en s'assurant de la mise en place et du bon fonctionnement du système informatique de suivi financier et comptable des activités.
- Faire paramétrer le logiciel de gestion de manière assurer convenablement toutes les opérations comptables et financières du projet (gestion de la comptabilité générale, gestion de la comptabilité analytique avec une définition claire des axes analytiques portant sur financement, la composante, la catégorie, le site géographique, la structure d'exécution, le poste budgétaire, la gestion de la comptabilité budgétaire, gestion des contrats de marchés et des engagements, gestion des immobilisations, gestion et élaboration des DRF et DPD, suivi des accords de financement) ;
- Assurer les validations et les clôtures informatiques à bonne date ;
- Assurer le contrôle des accès ;

b) Elaborer et exécuter le budget

- Participer à la programmation financière des activités du Projet ;
- Coordonner l'élaboration du PTBA du projet avec le Spécialiste en suivi-évaluation ; ;
- Préparer et coordonner le processus d'élaboration budgétaire en liaison avec le Spécialiste en Passation des Marchés, le Spécialiste Suivi-Evaluation et les structures d'exécution ;
- Préparer les rapports de contrôle budgétaire trimestriels, semestriels et annuels, et d'analyse des écarts.

c) Assurer un bon suivi de la comptabilité et la trésorerie

- Superviser la tenue à jour de la comptabilité générale, analytique et budgétaire du projet (fiabilité, rapidité, analyse, rapprochement en tenant compte des impératifs de reporting mensuel) et procéder à la vérification des imputations comptables ;
- Tenir à jour les indicateurs financiers et présenter régulièrement la situation au Coordonnateur ;
- Suivre la mobilisation des ressources du projet, établir régulièrement et suivre les demandes de retrait de fonds (DRF) du Compte désigné auprès de la Banque mondiale ;
- Suivre les paiements pour reconstitution de l'avance initiale et les demandes de paiements directs effectuées ;

d) Assurer l'élaboration des rapports financiers et états financiers dans les délais

- Élaborer les états financiers annuels ;

- Élaborer des Rapports de Suivi Financier (RSF) trimestriels à partir du logiciel de gestion ;

e) Assurer le respect des procédures, audit et contrôle

- Veiller à la mise en place d'un système de contrôle interne fiable par des procédures qui préviennent les risques ;

f) Suivre l'exécution des marchés (en collaboration avec le Spécialiste en Passation des Marchés)

- Contribuer à la rédaction de la partie administrative et financière des appels d'offres, des termes de références qui concernent son domaine ;
- S'assurer que toutes opérations de passation des marchés ou de commande publique sont enregistrées dans le module « Marchés » du logiciel de gestion ;

g) Assurer la Gestion du personnel

- Assurer le suivi et la gestion des aspects administratifs, des assurances maladies et sociales du personnel ;
- Veiller à l'application de la législation et de la réglementation en vigueur.

h) Assurer les décaissements et les réapprovisionnements des comptes

- Élaborer un plan de décaissement semestriel à partir du plan de passation des marchés et des activités courantes à exécuter ;
- - Suivre la trésorerie (maintien permanent du niveau de liquidité) en vue du règlement rapide des dépenses engagées dans le cadre du projet ;

3. Qualification et expériences requises

- **Diplômes requis** : Les candidats au poste de Spécialiste en gestion financière doivent être titulaires au minimum d'un Bac+5 en Ingénierie de finance et comptabilité, en Gestion financière, contrôle de Gestion et audit ou diplôme équivalent.

• Expérience professionnelle :

- Expérience professionnelle cumulée d'au moins dix (10) ans dans les domaines de la comptabilité, des finances, du contrôle de gestion ou audits acquises en entreprises (privées ou publiques), en cabinet d'audit et d'expertise comptable, dans les projets de développement ou dans une institution internationale de développement ;
- Au moins 5 ans à un poste similaire en qualité de Responsable financier, de Chef de mission dans un cabinet d'audit, Chef comptable, Comptable principal dans un projet ou une entreprise ;
- Une expérience dans les domaines de l'élaboration d'instruments de gestion financière et comptable, de la mise en place et de la gestion de ces instruments ;

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement

www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 SPÉCIALISTE EN PASSATION DE MARCHÉS

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches du Spécialiste en passation des marchés

Sous l'autorité du Coordonnateur, le SPM a pour principale mission la gestion des questions de passation de marchés. Le SPM est chargé, entre autres, de :

- organiser et superviser la fonction de passation de marché ;
- gérer le processus de passation des marchés comprenant (i) la planification des opérations de passation des marchés à l'aide d'un plan de passation de marchés (PPM), (ii) le suivi de l'avancement et de l'exécution des contrats, (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés ;
- mettre en œuvre le plan de passation des marchés conformément aux orientations du PPSD ;
 - o élaborer, publier et mettre à jour les plans annuels de passation de marchés ;
 - o introduire tous les dossiers de passation des marchés dans le STEP et le SIGOMAP ;
 - o recueillir dans les délais auprès des services techniques bénéficiaires ou de l'unité de coordination du projet les termes de référence (TdR) de service de consultant, les spécifications techniques des biens et travaux ;
 - o préparer les avis généraux, les avis spécifiques et les dossiers d'appel d'offres pour les marchés de travaux et fournitures ainsi que les avis à manifestation d'intérêt et les demandes de proposition pour les services de consultants et les publier ;
 - o conduire dans la régularité et dans la transparence les opérations de passation des marchés selon les dispositions du « Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » mis à jour, les dispositions du manuel de passation des marchés et du code des marchés publics ;
 - o développer des mécanismes de suivi de l'exécution des contrats, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de passation des marchés notamment le système de classement ;
 - o assurer le contrôle qualité des dossiers d'appel d'offres et des demandes de propositions (suivant les modèles fournis

par l'IDA) préparés par les unités techniques devant être soumis à la non-objection de l'IDA et assurer leur transmission selon le cas,

- o Procéder au lancement des appels d'offres (le cas échéant aux avis à manifestation d'intérêt ou présélection), selon les modes convenus dans les accords de prêts ou de dons ou PPSD ;
- o assurer le contrôle qualité des rapports d'ouverture de plis et d'évaluation des offres à signer conjointement par les autres membres désignés de ces commissions.

3. Qualification et expériences requises

Le (la) candidat(e) au Poste de SPM devra posséder les qualifications, expériences et aptitudes suivantes :

- un diplôme en Ingénierie, Administration publique, Droit, Gestion ou équivalent (minimum Bac+5)
- une expérience professionnelle de dix (10) ans minimum dans le domaine de la Passation de marchés dont cinq (5) ans au moins en qualité de Spécialiste en passation des marchés dans les grandes entreprises ou dans des projets financés ou cofinancés par des partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, BAD, BOAD, BID, UE) ;
- une excellente connaissance des techniques de passation des marchés en général et des règles et procédures de passation des marchés aussi bien nationales que de la Banque mondiale est un

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 SPÉCIALISTE EN SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Missions et tâches

Sous la responsabilité du Coordonnateur et sous la supervision du Coordonnateur adjoint en charge des opérations, le (la) Spécialiste en Sauvegarde Environnementale devra assurer la gestion des aspects environnementaux dans la planification et l'exécution du projet.

Le (la) spécialiste aura pour tâches :

- Maîtriser le fonctionnement et l'utilisation de la plateforme du SIGES de manière systématique et être en mesure de dispenser des formations aux parties prenantes impliquées qui devront également l'utiliser, via le module approprié de la plateforme,
- Encadrer et s'assurer de la planification du travail de l'ensemble de l'équipe liée à la gestion environnementale
- Collaborer étroitement avec l'ANDE qui est légalement chargée sur le plan national s'assurer la conformité des activités du projet aux normes environnementales ;
- Assurer la mise en œuvre des instruments de sauvegarde environnementale préparés dans le cadre du projet et ceux à préparer au cours de l'exécution du projet
- Contribuer à la préparation du PTBA en y intégrant les activités de sauvegarde environnementale
- S'assurer de la coordination des actions avec le responsable de la réinstallation, et la structure d'appui à la mise en œuvre des AGR
- Mettre en place et s'assurer du fonctionnement permanent du processus de surveillance environnementale visant le respect des normes environnementales applicables.
- S'assurer du suivi et du traitement des non-conformités identifiées par les différentes personnes et organisations habilitées à cet effet à partir du SIGES.
- Veiller en liaison avec l'ensemble des spécialistes à la mise en œuvre des actions du plan d'engagement environnemental et social ;
- S'assurer du respect du cadre environnemental et social (CES) de la Banque mondiale et de ses normes (NES) en matière de protection et de gestion de l'environnement dans toutes les activités du projet menées par l'ensemble des structures d'exécution et les consultants ;
- Participer à l'évaluation environnementale

et sociale préliminaire (screening) des sous projets ;

- Accompagner, les structures d'exécution ou les bénéficiaires du projet et sous-projets dans la prise en compte des mesures environnementales ;
- Fournir aux spécialistes en Communication, en Mobilisation des Parties Prenantes, au Bureau de Contrôle et de supervision et diffuser auprès des autres acteurs clés du projet les informations liées à la gestion environnementale du projet.

3. Qualification et expertise requise

Le (la) Spécialiste à recruter doit :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+ 5 au moins dans les domaines de sciences environnementales (environnement biophysique, santé et sécurité des personnes, risques liés aux installations classées pour la protection de l'environnement) ;
- Justifier d'une expérience générale d'au moins 10 ans et d'une expérience spécifique d'au moins cinq (05) ans dans la mise en œuvre de processus de gestion environnementale et sociale de projet ;
- Avoir réalisé ou occupé un poste clé dans la réalisation d'au moins cinq (05) études d'évaluation et/ou de gestion environnementale (évaluation environnementale et sociale stratégique ; cadre de gestion environnementale et sociale ; étude d'impact environnemental et social ; audits environnementaux ; analyse de risques ; etc.) de projets de développement financés par les partenaires techniques et financiers

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 SPÉCIALISTE EN SAUVEGARDE SOCIALE

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches du Spécialiste en Sauvegarde Sociale

Placé (e) sous l'autorité du spécialiste international de réinstallation qui pilote l'équipe de réinstallation Le Spécialiste en Sauvegardes sociales aura la responsabilité de la gestion des aspects sociaux liés à l'ensemble des activités du projet.

A cet effet, le Spécialiste veillera à l'intégration et au suivi des activités liées aux sauvegarde sociale dans la planification et l'exécution du projet conformément aux instruments de sauvegardes sociales. Le/la spécialiste aura pour tâches de :

- Apprendre le fonctionnement et l'utilisation de la plateforme du SIGES de manière systématique et être en mesure de dispenser des formations aux parties prenantes impliquées qui devront également l'utiliser, via le module approprié de la plateforme,
- Encadrer et faire le suivi du travail des 3 experts (es) nationaux en sauvegarde sociale en établissant et maintenant à jour une planification de leurs activités dans l'application de gestion de projet (Projeqtor).
- S'assurer de l'utilisation du SIGES par les différents experts(es) des agences d'exécution et consultants liés aux activités des sauvegardes sociales.
- S'assurer de la prise en compte et veiller au respect des dispositions juridiques nationales et des Normes de la Banque mondiale, notamment le cadre environnemental et social (CES) et ses normes (NES) en matière de sauvegardes sociales dans la conduite des activités du projet ;
- Contribuer de manière active à la préparation, la mise en œuvre et le suivi des PR, PRMS et AGR en y veillant au respect des normes de sauvegarde sociale
- Fournir à la Cellule de Communication des informations liées à la gestion sociale du projet,
- S'assurer de la prise en compte des aspects sociaux dans la conception et la mise en œuvre des activités des sous-composantes du PIF 2 ;
- Veiller à la mise en œuvre des recommandations relatives aux aspects de sauvegardes sociales contenues dans

les rapports des missions d'appui de la Banque mondiale, audits et toutes autres recommandations ;

- Participer à la planification et la réalisation des évaluations environnementale et sociale préliminaires (screening) des activités des sous-composantes le cas échéant ;
- Contribuer à la mise en place via la plateforme du mécanisme de gestion des plaintes du projet et veiller à sa vulgarisation et à son fonctionnement, en étroite collaboration avec toute l'équipe et à toutes les parties prenantes du projet ;
- Assurer la gestion des réclamations et conflits éventuels liés à la mise en œuvre des activités prévues dans les PAR.

3. Qualification et expérience requise

Le Spécialiste à recruter doit :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 au moins dans les domaines des sciences sociales (développement social, sociologie, anthropologie sociale, ...)
- Maîtriser les Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale et des autres partenaires techniques et financiers internationaux ;
- Justifier d'une expérience générale d'au moins dix (10) ans ;
- Justifier d'une expérience d'au moins cinq (05) ans dans la conduite de projets et d'études d'évaluation et de gestion sociales ;
- Avoir réalisé ou occupé un poste clé dans la réalisation d'au moins 2 projets et cinq (05) études d'évaluation et/ou de gestion sociale (évaluation environnementale et sociale stratégique

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 SPÉCIALISTE EN SUIVI-EVALUATION

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire

a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée

► au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches du Spécialiste en Suivi-Evaluation

2.1. En matière de mise en œuvre du système de S&E

- Concevoir, mettre en place et gérer le système de suivi-évaluation du projet ;
- Assurer le suivi et l'évaluation de l'ensemble des activités du projet conformément au manuel de suivi-évaluation ;
- Renseigner le cadre de résultats du projet à partir des indicateurs retenus dans le PAD de manière à mesurer la performance des activités réalisées ;
- Appuyer les acteurs du projet dans la mise en place de la planification et l'opérationnalisation du système de suivi évaluation ;
- Contribuer avec le Bureau de supervision, les structures d'exécutions et cellules du projet à la planification des activités, leurs suivis et au besoin reprogrammation via l'application de gestion de projet (Projeqtor).
- Développer et produire en coordination avec toutes les composantes opérationnelles, les instruments de suivi et d'évaluation nécessaires à tous les niveaux d'intervention du projet ;
- Animer la réunion trimestrielle de suivi des activités (incluant le bureau de supervision) de manière à faire le point sur les performances et le niveau d'exécution du PTBA et d'avancement du projet et assurer la préparation/ mise à jour d'un plan d'action visant la réduction des écarts constatés par rapport aux résultats attendus

2.2. En matière de collecte et d'exploitation des données du S&E

- S'assurer de la collecte des données et la tenue à jour du système de suivi-évaluation et du cadre de résultats dans le SIGES et la plateforme de gestion de projet (Projeqtor) ;
- Organiser de façon satisfaisante le traitement des informations nécessaires au suivi régulier de l'exécution des activités, des indicateurs de processus et des indicateurs de résultats du projet ;
- Conduire l'analyse des données collectées à travers les différentes plateformes (SIGES et
- Alerter le Coordonnateur de tout écart entre les performances effectives du Projet et les performances prévues figurant dans le cadre de résultats.

2.3. En matière de rapportage

- Préparer les rapports périodiques de suivi-évaluation du Projet dans les

délais prescrits ;

- Entreprendre, sous l'autorité du Coordonnateur du Projet toute initiative de suivi des activités, permettant d'accroître l'efficacité et la bonne exécution du Projet ;

2.4. Évaluations et missions d'appui

- Préparer les enquêtes de satisfaction des bénéficiaires, les enquêtes thématiques sur la mise en œuvre des activités du projets

3. Qualification et expérience requise

Le Spécialiste à recruter doit :

- Avoir un diplôme de niveau Bac+5 au moins dans les domaines des sciences sociales (développement social, sociologie, anthropologie sociale, ...) ;
- Maîtriser les Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale et des autres partenaires techniques et financiers internationaux ;
- Justifier d'une expérience générale d'au moins dix (10) ans ;
- Justifier d'une expérience d'au moins cinq (05) ans dans la conduite de projets et d'études d'évaluation et de gestion sociales ;
- Avoir réalisé ou occupé un poste clé dans la réalisation d'au moins 2 projets et cinq (05) études d'évaluation et/ou de gestion sociale (évaluation environnementale et sociale stratégique

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.

1 SPÉCIALISTE WEB

1. Contexte et justification

Face aux défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels elle est confrontée du fait de la forte diminution de sa couverture forestière, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes stratégiques dans les secteurs agricoles et forestiers suite aux résultats enregistrés dans le mécanisme REDD+.

La deuxième phase du PIF sera couplée au Projet de développement intégré de la chaîne de valeur du cacao (PDIC) qui soutient les modèles de PPP innovants à développer pour garantir que le Gouvernement et le secteur privé co-investissent dans le développement à long terme du cacao conformément au plan d'actions de l'ICF.

L'objectif de développement du Projet d'Investissement Forestier phase 2 est de conserver et augmenter le stock forestier et d'améliorer l'accès aux sources de revenus issus de la gestion.

Ainsi, le projet engage la SODEFOR et les communautés dans la protection et la restauration de leur environnement immédiat de façon durable en les impliquant dans les actions d'agroforesterie cacaoyère à faible densité qui concilie leur bien-être pour les parcelles hors HVC et la restauration rapide à forte densité dans les zones de protection.

2. Mission et tâches

Sous la responsabilité du Coordonnateur et sous la supervision du Coordonnateur adjoint en charge des opérations, le Spécialiste Web est chargé de :

- Maîtriser l'utilisation de la plateforme Web du SIGES et de former d'autres parties prenantes à son utilisation ;
- Développer des webinaires et sessions de formation du SIGES en lien avec le prestataire de la plateforme web qui va également développer les modules requis ;
- Conduire les activités suivantes :

• Gestion et actualisation du site internet du PIF-2

- Présenter la structure du site (architecture, arborescence), ses évolutions possibles, ses liens avec les réseaux sociaux, la modifier selon les besoins, en collaboration avec les prestataires de service
- Administrer et actualiser le site : gérer des informations entrantes (coordonnées) pour les réinjecter dans les systèmes des services concernés, gérer les coordonnées des distributeurs reliés au système d'information
- Actualiser le contenu du site : actualités, presse, informations diverses, et surtout mettre à jour les informations relatives aux diverses entités du projet (création, suppression) : informations produites, missions, gestions des activités, différentes de gestion des activités.
- Coordonner les services demandeurs pour les actions de communication, et avec les prestataires de service pour les développements nécessaires

• Maintenance, amélioration du site du point de vue technique

- Suivre l'hébergement, vérifier la sécurisation du site
- Vérifier et maintenir le bon fonctionnement du site et des opérations liées au Web : envoi d'e-mailings et de newsletters, envoi de SMS, traitement de données, etc.

• Développement et suivi de l'audience

- Soigner l'apparence (design) et l'animation du site ainsi que son ergonomie
- Gérer le référencement et les noms de domaine, assurer et suivre la position du site

dans les moteurs de recherche

- Suivre et analyser les statistiques de fréquentation du site, et rendre compte des évolutions, proposer des améliorations ou innovation.

3. Qualification et expérience requises

Le Spécialiste Web à recruter doit :

- Être titulaire d'un diplôme niveau BAC+3 minimum en informatique (informatique de gestion, programmation ou de la communication avec une spécialisation sur les technologies Internet ; L'aspect technique s'avère très utile pour gérer les outils spécifiques tels que les Framework de programmation, les systèmes de gestion de base de données.
- Justifier de connaissances en cybersécurité / Avoir la notion de sécurisation et de législation (RGPD) ;
- Justifier d'une expérience générale d'au moins dix ans (10) ans dans le domaine ;
- Justifier d'une expérience d'au moins cinq (05) ans dans la conception, l'administration, la maintenance d'une plateforme informatique web ou avoir mis en place au moins trois (3) plateformes informatiques ;
- Avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Microsoft et Acrobat) et des outils de développement d'application web (PHP, MySQL, Perl, XHTML, JavaScript, etc.) ;
- Avoir une bonne pratique des outils de retouche d'images (type Photoshop, The Gimp ou InDesign).
- Avoir la notion de UX Design, et les connaissances des CRM (WordPress, Prestashop, Magento...)

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la durée restante du projet suivant le contrat qui aura été signé avec le Projet en accord avec la Banque mondiale. Le renouvellement ne peut intervenir que si ses états de service sont jugés satisfaisants.

5. Conditions d'emploi

- Poste basé à Abidjan avec des missions à l'intérieur du pays ;
- Confirmation du contrat : à l'issue de six (6) mois d'essai ;
- Disponibilité immédiate.

6. Procédures de recrutement et conflits d'intérêts

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt au regard des dispositions de l'article 3.17.d. de ce Règlement à savoir : les fonctionnaires ou les représentants du gouvernement peuvent faire acte de candidature (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

7. Dossier de candidature

- Un (01) curriculum vitae (CV) détaillé
- Une (01) lettre de motivation avec prétention salariale datée et signée.
- Les copies des diplômes obtenus

Consultez les offres détaillées et postez votre candidature sur la plateforme de recrutement www.kpmgcirecrutement.ci au plus tard le 28 février 2023

Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement par email à l'adresse : support@kpmgcirecrutement.ci

Confidentialité assurée.